

Copyright © El Correo Page 1/2

Manifestation à Buenos Aires aux relents de déstabilisation

El Correo, 26 août 2004

Ce soir, jeudi 26 août, une manifestation se tiendra dans les rues de Buenos Aires à l'appel de Juan Carlos Blumberg, cet industriel textile est devenu une sorte de croisé contre le crime, après le meurtre de son fils unique Axel au printemps dernier. Toutefois, il est clair cette fois que cette manifestation n'a plus rien à voir directement la lutte contre la criminalité, et la défense des victimes. Les mots d'ordre sont résolument politiques, et il s'agit plutôt d'une opération destinée à déstabiliser le gouvernement en place. Le candidat de la droite libérale à l'élection présidentielle Ricardo Lopez Murphy a annoncé sa participation et a des visées qui dépassent largement la lutte contre l'insécurité. La famille López Murphy détient une agence privée de sécurité, Loar SA et durant sa campagne a demandé d'abaisser l'âge à partir duquel on juge un individu comme majeur à 14 ans avec l'argument que dans l'Irak de Saddam Hussein elle était de 9 ans.

Si les sondages montrent que l'insécurité est devenu le sujet de préoccupation numéro 1 des Argentins - dans un pays où un nombre important d'habitants tutoient la pauvreté au quotidien- le gouvernement du président Nestor Kirchner a fortement réagi, depuis transcrit dans la loi la quasi-totalité des demandes de M. Blumberg. Ainsi, il n'a ainsi pas hésité à porter de 25 à 50 ans de prison la peine maximale encourue. Cette décision a été acceptée sans broncher par l'opinion publique, en dépit de ses lourdes conséquences : en Argentine, la libération conditionnelle n'est possible qu'une fois effectivement accomplis les deux-tiers de la peine. De plus les dernières. De plus des opérations visant à nettoyer la police de la province de Buenos Aires plusieurs brebis galeuses ont été menées. Une force spécialisée dans la lutte contre les enlèvements a été créée et la présence policière renforcée.

Mais la manifestation pourrait rassembler du monde, d'autant que certains médias entretiennent volontairement la crainte et le malaise, en donnant des chiffres alarmants. De fait, la criminalité est en baisse puisqu'au premier semestre 2004, le nombre d'enlèvements est tombé à 132, moins que lors de la même période de 2003 (192), mais aussi de 2002 (136). 82% de ces enlèvements étaient en fait des enlèvements " express ", c'est-à-dire que la victime est contrainte sous la menace à utiliser sa carte bancaire dans un distributeur. Seuls 15 enlèvements avec demande de rançon ont été recensés (11,5% du total).

Copyright © El Correo Page 2/2